

AE2D - Agir pour un Environnement et un Développement Durables (29), Collectif Sortir du nucléaire - Pays de Saint Malo (35), CRABES (29), Fédération Anti-Nucléaire Bretagne, Libre Canut (35), Sortir du nucléaire Cornouaille (29), Sortir du nucléaire Pays nantais (44), Sortir du nucléaire Pays de Rennes (35), Sortir du nucléaire Trégor (22), Stop nucléaire 56 Trawalc'h (56), Université Européenne de la Paix (29), Vivre dans les monts d'Arrée - *Bevañ e Menez Are* (29)

Adresse de contact : contact@fan-bretagne.org

Fan Bretagne – 6 rue de la Tannerie 56000 VANNES – 06 65 72 31 66

Lettre ouverte et réponses des listes de la circonscription ouest pour les élections européennes 2014

1) Lettre ouverte aux listes de la circonscription ouest pour les élections européennes 2014

En France, 33 réacteurs sur 58 ont atteint ou dépassé en 2014 la durée de 30 ans prévue lors de leur construction... En 2025, la quasi-totalité des réacteurs (55) auront atteint leur limite d'âge. L'ASN, pourtant favorable à l'industrie nucléaire, déclare que les réacteurs les plus récents, comme ceux de Civaux (mis en service en 1997 et 1999), sont « particulièrement en retrait concernant le respect et la mise en œuvre des principes fondamentaux de la sûreté » et relève de nombreuses malfaçons sur le chantier de l'EPR Flamanville dont le coût a triplé et avoisine les 9 milliards d'euros. La France continue de faire illusion avec un retraitement-extraction de plutonium inutile, coûteux et dangereux (stockage, transports,...). Les déchets nucléaires s'accumulent sans aucune perspective de solution à moyen terme. Il y a urgence à arrêter immédiatement le nucléaire en France et en Europe avant la catastrophe. Le Japon a arrêté son parc en 14 mois, c'est aussi possible en Europe en décidant dans le même temps de donner la priorité à la sobriété énergétique et au développement des énergies renouvelables.

La France et la Grande-Bretagne sont détenteurs d'armes nucléaires représentant plusieurs milliers de fois Hiroshima. Des missiles nucléaires américains sont activés en Allemagne, en Italie, en Belgique,...

La dissuasion nucléaire est :

- ▶ criminelle, parce que sa mise en œuvre conduirait à la mort de millions de civils innocents, constituant ainsi « un crime contre l'Humanité et la civilisation. » (résolution des Nations Unies du 24 novembre 1961).
- ▶ non seulement inefficace, mais accroît notre vulnérabilité aux menaces terroristes, climatiques et économiques.
- ▶ coûteuse, de l'ordre de 3,5 milliards d'euros par an en France, alors que ces investissements directement financés par les impôts ne sont pas socialement utiles et sont parmi ceux qui produisent le moins d'emplois.
- ▶ polluante et redoutable par les accidents qu'elle peut provoquer et les déchets nucléaires qu'elle génère.
- ▶ dangereuse pour notre démocratie, parce que le processus de la dissuasion nucléaire est opaque à tout contrôle citoyen.

Vous présentez une liste pour les élections européennes de 2014 et vous vous engagez ainsi à représenter au parlement européen les citoyens français dont la majorité ne veut pas du nucléaire.

Ces derniers, pour faire leur choix en toute connaissance de cause, ont besoin de connaître les idées de chaque candidat, notamment sa position concernant la question du nucléaire qui est centrale puisque présentant une menace vitale permanente pour chacun d'entre nous.

Aussi, et à lecture des éléments présentés ci-dessus, nous vous invitons à répondre à 5 questions et rendrons publiques vos réponses.

1. Etes-vous oui ou non pour l'arrêt immédiat du chantier EPR ?
2. Etes-vous oui ou non pour l'arrêt des réacteurs de plus de 30 ans ?
3. Etes-vous oui ou non pour une sortie du nucléaire ? Si oui, sous quel délai ?
4. Etes-vous oui ou non pour l'abolition unilatérale des armes nucléaires sur le territoire européen ?
5. Quelles actions touchant au nucléaire envisagez-vous de mener au parlement européen (abolition d'Euratom, des armes nucléaires, solidarité internationale, contrôle de l'utilisation des fonds européens,...) ?

Merci d'envoyer vos réponses avant le 16 mai 2014 à :

Fan Bretagne, 6 rue de la Tannerie – 56000 Vannes

contact@fan-bretagne.org

qui se chargera de les renvoyer aux associations et groupes signataires.

Signataires par ordre alphabétique

(Liste actualisée sur le site www.fan-bretagne.org)

AE2D - Agir pour un Environnement et un Développement Durables (29)

Collectif Sortir du nucléaire - Pays de Saint Malo (35)

CRABES (29)

Fédération Anti-Nucléaire Bretagne,

Libre Canut (35)

Sortir du nucléaire Cornouaille (29)

Sortir du nucléaire Pays nantais (44)

Sortir du nucléaire Pays de Rennes (35)

Sortir du nucléaire Trégor (22)

Stop nucléaire 56

Université Européenne de la Paix (29)

Vivre dans les monts d'Arrée - *Bevañ e Menez Are* (29)

1. *Réponse des listes se présentant aux élections Européennes dans la circonscription ouest*

Démocratie Réelle

L'objectif de notre mouvement étant de rendre le pouvoir décisionnel aux citoyens, nous ne pouvons nous positionner précisément sur votre question.

Les membres de la liste ont inévitablement leur opinion sur le sujet mais nous refusons d'exprimer la moindre prise de position car cela contredirait notre démarche.

Nous ne nous présentons pas à ces élections pour voter des lois en fonction de nos opinions, nous voulons seulement voter automatiquement dans le sens qui aura été déterminé par les citoyens sur chaque projet de loi européenne.

Par conséquent, nos opinions sur tel ou tel sujet politique sont sans intérêt dans le cadre de cette élection. Nous ne voulons pas être élus pour nos opinions individuelles mais pour la méthode démocratique que nous souhaitons mettre en place.

Cordialement.

La liste Démocratie Réelle ouest

Nouvelle Donne

2. *Etes-vous oui ou non pour l'arrêt immédiat du chantier EPR ?*

Oui à 100%

3. *Etes-vous oui ou non pour l'arrêt des réacteurs de plus de 30 ans ?*

Oui à 100%

4. *Etes-vous oui ou non pour une sortie du nucléaire ? Si oui, sous quel délai ?*

Oui mais sans délai précis à partir du moment où on répond oui aux deux premières questions. Il faudra savoir utiliser les centrales existantes au mieux en attendant mieux.

5. *Etes-vous oui ou non pour l'abolition unilatérale des armes nucléaires sur le territoire européen ?*

Oui à 100%

6. *Quelles actions touchant au nucléaire envisagez-vous de mener au parlement européen (abolition d'Euratom, des armes nucléaires, solidarité internationale, contrôle de l'utilisation des fonds européens,...) ?*

Action en faveur d'une action internationale autour de la catastrophe de Fukushima et des impacts sur l'océan.

Bien à vous

Emmanuel POILANE

Mouvement Socialiste Alternatif

La question de l'EPR est à étudier, la fusion thermonucléaire est 'propre' mais si les dépenses continuent de s'accumuler, le projet a de grands risques de ne plus être rentable.

En revanche, nous sommes pour l'arrêt de la fission nucléaire à court terme au moyen d'une transition énergétique efficace qui verra l'apogée des énergies vertes (vent, solaire...) et grises (biogaz...).

Notre mouvement a déjà pour projet de diminuer le stock d'armes nucléaires.

Je mènerais ces actions devant le parlement européen si je suis élu.

Cordialement

Rey Nicolas, candidat pour la circonscription Ouest

Alliance Royale

je me permets de vous écrire en tant que tête de liste "Pour une France royale au coeur de l'Europe" aux européennes dans l'Ouest pour vous dire que je pense que **la sortie envisageable du nucléaire doit se faire par le développement des énergies marines (houlomotrice, mais aussi marémotrice, entre autres), énergies aujourd'hui sous-exploitées alors que l'Ouest atlantique est un "réservoir" de potentialités énergétiques non-polluantes et renouvelables. Cette sortie doit se faire dans les meilleures conditions possibles et, autant que faire se peut, dans des délais raisonnables pour nous épargner les risques de plus en plus avérés d'une exploitation nucléaire.**

Cordialement.

Jean-Philippe Chauvin

UDB "La Bretagne pour une Europe sociale"

1. Etes-vous oui ou non pour l'arrêt immédiat du chantier EPR ?

Oui. Le chantier EPR est une fuite en avant, y compris sur un plan financier (le budget initial a été multiplié par plus de deux), qui rend la France de plus en plus dépendante de l'énergie nucléaire. Or, loin d'assurer l'indépendance énergétique, le nucléaire coûte extrêmement cher au citoyen (démantèlement des installations obsolètes et stockage des déchets radioactifs) et lui fait courir des risques importants sans qu'il ait jamais été consulté sur la question contrairement aux engagements qui avaient été pris par les soutiens politiques du programme nucléaire civil français dans les années 1970.

D'une manière générale, l'UDB milite pour une réduction de la consommation d'énergie et pour décentraliser la politique énergétique en valorisant les énergies alternatives au nucléaire. Nous faisons le pari que ces initiatives, portées par les territoires, seront bien plus créatrices d'emplois que la solution nucléaire.

2. Etes-vous oui ou non pour l'arrêt des réacteurs de plus de 30 ans ?

Oui. La France est dans l'incapacité de renouveler son parc nucléaire. Malgré tout le lobbying existant disant que le nucléaire est l'énergie la moins chère, on constate que même les plus petites unités comme Brennilis n'ont toujours pas été démantelées plus de 25 ans après la fin d'activité. La dénucléarisation de la France doit commencer par l'arrêt au fur et à mesure des réacteurs les plus anciens. Au contraire, les gouvernements successifs n'ont jusqu'à présent cessé de repousser leur durée de vie.

3. Etes-vous oui ou non pour une sortie du nucléaire ? Si oui, sous quel délai ?

Oui. Concernant le délai, celui avancé par l'association Negawatt dans son scénario de transition énergétique vers une société décarbonée et dénucléarisée nous apparaît crédible. Il faut adopter des positions fortes rapidement (sous 6 mois) pour enclencher un changement dans la politique énergétique française.

4. Etes-vous oui ou non pour l'abolition unilatérale des armes nucléaires sur le territoire européen ?

Oui. L'Union européenne doit agir pour un désarmement nucléaire global sur la planète et montrer l'exemple.

L'Union démocratique bretonne a toujours revendiqué l'abandon du nucléaire militaire, qui a été imposé aux populations sans consultation préalable. Loin de garantir la sécurité du continent, elle contribue à la crispation dans la géopolitique mondiale. La Bretagne est doublement concernée par ce problème puisqu'elle héberge le site de l'île Longue qui contient suffisamment d'ogives nucléaires pour vitrifier la péninsule en cas d'accident. Nous refusons cette prise de risque insensée.

Par ailleurs, l'objectif d'une Europe fédérale, que nous partageons, n'est pas concevable tant que deux Etats membres de l'Union européenne s'arrogeront le « privilège » de faire peser la menace du feu nucléaire.

5. Quelles actions touchant au nucléaire envisagez-vous de mener au parlement européen (abolition d'Euratom, des armes nucléaires, solidarité internationale, contrôle de l'utilisation des fonds européens,...) ?

Notre liste propose pour commencer de faire respecter le traité de non-prolifération des armes nucléaires conclu en 1968. Par ailleurs, nous voterons contre tout programme de recherche sur le nucléaire et préférons les alternatives énergétiques. En matière de diplomatie, l'Union européenne devra être ferme sur l'utilisation par les autres continents de cette énergie. Nos élus agiront pour le désarmement des Etats détenteurs de la bombe (France, Royaume Uni). Enfin, nous imposerons des conditions drastiques pour empêcher autant que possible le transfert de technologie nucléaire d'un Etat utilisant le nucléaire civil à un autre Etat dans le monde.

Europe Démocratie Espéranto

1. Etes-vous oui ou non pour l'arrêt immédiat du chantier EPR ?

Oui, je suis pour l'arrêt immédiat du chantier EPR.

2. Etes-vous oui ou non pour l'arrêt des réacteurs de plus de 30 ans ?

oui, je suis pour l'arrêt des réacteurs de plus de 30 ans.

3. Etes-vous oui ou non pour une sortie du nucléaire ? Si oui, sous quel délai ?

Oui, je suis pour une sortie du nucléaire dans un délai de moins de 30 ans.

4. Etes-vous oui ou non pour l'abolition unilatérale des armes nucléaires sur le territoire européen ?

Oui, je suis pour l'abolition unilatérale des armes nucléaires sur le territoire européen.

5. Quelles actions touchant au nucléaire envisagez-vous de mener au parlement européen (abolition d'Euratom, des armes nucléaires, solidarité internationale, contrôle de l'utilisation des fonds européens,...) ?

Toutes les actions proposées me semblent de bonnes pistes : abolition d'Euratom, des armes nucléaires, solidarité internationale, contrôle de l'utilisation des fonds européens, etc.

Elles s'accordent à notre principe général intitulé "**Des principes comme guides** - Répondre à l'urgence environnementale [4.1] **Le développement durable**, qui vise à répondre aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs, **doit être considéré comme une priorité**", présent sur notre site web de campagne 2014 : <http://www.ede2014.fr/notre-projet/notre-programme/>

Cordialement,
Lyse BORDAGE

Europe Ecologie Les Verts

Êtes-vous oui ou non pour l'arrêt immédiat du chantier EPR ?

OUI. Depuis toujours, le parti écologiste défend une Europe zéro nucléaire, et exige la fermeture immédiate des chantiers EPR. Aujourd'hui, la liste Europe-Écologie réitère l'absolue nécessité d'appliquer le principe de précaution au nucléaire, une énergie dangereuse et qui se révèle très chère pour le citoyen et dont les conséquences sont dramatiques pour notre planète. Cette énergie est une énergie du passé, il faut tout simplement enclencher la transition énergétique, basée sur le duo gagnant : énergie renouvelable et efficacité énergétique.

L'EPR n'est pas une solution de remplacement pour le parc vieillissant actuel :

- débâcle économique comme le montrent les exemples de Flamanville et Olkiluoto (Finlande)
- danger pour la sûreté car malversations lors de la construction + défauts de conception (absence de résistance à la chute d'un avion de ligne) + utilisation de combustible MOX
- danger démocratique car engage l'avenir énergétique de la France pour les 40 prochaines années.

Êtes-vous oui ou non pour l'arrêt des réacteurs de plus de 30 ans ?

OUI. Les installations nucléaires sont vétustes. En 2025, les 2/3 du parc nucléaire français vont atteindre 40 ans : les marges de sûreté ne peuvent plus être garanties, notamment en ce qui concerne les éléments non remplaçables des centrales comme la cuve ou l'enceinte de confinement. Le démantèlement des centrales nucléaires s'impose comme un choix juste digne pour l'Humanité. Il s'agit de mesure de protection pour la population face aux risques sanitaires courus, la transition écologique s'impose.

Quand on sait que le démantèlement de la centrale nucléaire de Brennilis dans le Finistère dure depuis 1985, et qu'en 2014 les travaux sont encore prévus pour une quinzaine d'années, on réalise qu'il faut dès aujourd'hui enclencher le démantèlement.

Le démantèlement des centrales est l'avenir du nucléaire Français. Certaines personnes ont peur de perdre leur emploi avec la fermeture des centrales nucléaires. Lorsqu'on sait que le projet de fermeture de la centrale de Brennilis est de 30 ans pour un réacteur de 70 mégawatts, cela pose la question par exemple du temps que pourra passer un démantèlement sur Fessenheim. Les deux réacteurs de la centrale possèdent une puissance de 900 Mégawatts, cela devrait largement rassurer les travailleurs du nucléaire et AREVA.

Êtes-vous oui ou non pour une sortie du nucléaire ? Si oui, sous quel délai ?

OUI. Un large débat sur l'avenir des pays européens doit s'enclencher sur la transition énergétique. Même s'il est occulté par certains groupes de pression, il a le mérite de poser la question de l'avenir que nous voulons tous ensemble. D'autres énergies propres et faiblement carbonées existent, il est essentiel de les utiliser.

Aujourd'hui, on se rend bien compte que la sûreté des installations nucléaires pâtit d'un manque de transparence criant et décroît avec l'âge des installations.

Aujourd'hui, EDF chiffre les travaux de « grand carénage » (maintenance lourde pour la prolongation de la durée de vie des centrales nucléaires) à 55 milliards d'euros pour tout le parc (ce qui comprend les modifications post-Fukushima). Une étude récente de l'institut Wise-Paris montre en réalité que ces coûts pourraient être 4 fois plus élevés !¹

La seule stratégie responsable est d'inscrire le renforcement de la sécurité et de la sûreté des réacteurs dans une perspective d'élimination du risque nucléaire, c'est à dire une sortie progressive mais définitive. Souhaitons-nous un nouveau Fukushima en France et l'évacuation de 300 000 réfugiés. N'oublions pas qu'en France, nos centrales sont partout : Paris, Bordeaux, Nîmes, Avignon, Lyon.

Êtes-vous oui ou non pour l'abolition unilatérale des armes nucléaires sur le territoire européen ?

OUI. Le chantage diplomatique aux armes nucléaires est une absurdité, la paix durable viendra avec le désarmement.

Les États dotés d'armes nucléaires doivent s'engager dans un véritable processus de désarmement nucléaire général et complet sous un contrôle international strict et efficace. L'article VI du Traité de Non – Prolifération (TNP) leur impose cette obligation, laquelle a été confirmée par l'avis de la Cour Internationale de Justice en 1996. Nous rappelons que les 3/4 des États membres de l'ONU ont voté favorablement sur le principe d'une Convention d'élimination lors de l'Assemblée générale en décembre 2010.

EELV a déjà exprimé son opposition à cette attitude de blocage que le nouveau président François Hollande semble décidé à faire perdurer. Nous rappelons qu'aucun débat citoyen sur la politique de la dissuasion nucléaire n'a jamais eu lieu en France.

En s'engageant concrètement dans la voie du désarmement, la France prendrait un rôle majeur dans un processus international. Elle aurait le soutien des pays européens favorables à une Convention d'Élimination, auxquels pourraient se joindre le Royaume-Uni, l'autre puissance nucléaire européenne, et les pays qui demandent le retrait des armes nucléaires américaines des bases de l'OTAN. Cette politique renforcerait son rayonnement et son prestige sur la scène internationale.

Quelles actions touchant au nucléaire envisagez-vous de mener au parlement européen (abolition d'Euratom, des armes nucléaires, solidarité internationale, contrôle de l'utilisation des fonds européens,...) ?

¹ <http://www.greenpeace.org/france/PageFiles/266521/greenpeace-rapport-echeance-40-ans.pdf>

La dépendance à l'uranium est source d'instabilité et de conflits dans les pays où il est extrait, surtout en Afrique. Les écologistes n'en veulent pas, et savent que les solutions sont ailleurs, dans une transition énergétique qui permettra la création de milliers d'emplois non-délocalisables dans les petites et moyennes entreprises.

Le groupe des Verts au Parlement européen a fait de la lutte contre le nucléaire un thème prioritaire de travail. Les écologistes sont parvenus à changer progressivement les textes de lois, incluant des prérogatives environnementales de plus en plus fortes, pour ne pas laisser cette énergie du passé rompre avec toute idée de solidarité européenne. Mais le lobby pro nucléaire reste extrêmement puissant. Pour illustration, lors de la révision de la directive sur la sûreté nucléaire, les mesures suivantes (de bon sens) proposées par le groupe des Verts ont été rejetées : un changement de base juridique d'Euratom (traité vieux de bientôt 60 ans), une période de césure d'au moins 5 ans entre l'exercice de responsabilités au sein d'une autorité de sûreté et d'une entreprise liée au nucléaire, l'introduction d'un pouvoir de sanction financière des autorités de sûreté...

Comment accepter aujourd'hui qu'un pays qui a fait le choix du nucléaire puisse faire courir le risque d'un accident à ceux qui ont choisi de s'en passer ?

Lors de ce mandat, les écologistes, en collaboration proche avec les associations, ont participé à l'émergence d'un projet d'envergure européenne connu sous le nom de *Nuclear Transparency Watch* qui effectue un travail de surveillance des activités en Europe, en interpellant la Commission européenne sur d'éventuels abus (réacteurs non conformes, exportation illégale de déchets radioactifs...). Créé en 2013 avec des organisations de la société civile de toute l'Europe (l'Anccli (<http://www.anccli.fr>), Greenpeace, le Regional Environmental Center slovène...) et des députés européens de tous bords politiques, ce réseau européen vise à garantir une exigence de transparence et de participation de la société civile dans le domaine de la sûreté nucléaire, afin de lutter contre l'omerta et la désinformation en impliquant les citoyens directement. Son premier axe de travail concerne la gestion de crise nucléaire et la gestion post-accidentelle. Suite à la mise en place d'un groupe de travail ad hoc, un rapport sur le sujet sera publié fin 2014, afin d'évaluer les différentes solutions existantes et le niveau de préparation en Europe. Un cluster NTW travaillera également sur la problématique de gestion des déchets radioactifs. Enfin, un axe concernant le vieillissement des centrales et leur extension de vie est en cours d'élaboration.

D'autre part, suite à un long processus institutionnel et à l'obstination des eurodéputés écologistes, l'Union européenne a débloqué en avril 2013, **4 millions d'euros** pour la création d'un centre médical pour le suivi des victimes de la radioactivité encore présentes dans les territoires contaminés par Tchernobyl. La répartition budgétaire est la suivante : deux millions serviront au financement des activités médicales du centre, visant entre autres à assurer un suivi médical et épidémiologique des victimes tout en leur assurant le niveau d'information et d'aide médicale nécessaires pour limiter l'impact sanitaire continu de la radioactivité dans l'environnement. Un autre million servira au financement d'un incinérateur disposant de filtres empêchant la dissémination de radioactivité dans l'environnement. C'est un enjeu important puisque d'immenses quantités de bois contaminé sont encore brûlées dans cette zone. Et enfin, un million servira au financement d'une serre permettant de cultiver des aliments sur des terrains non contaminés, afin d'assurer aux enfants de la zone une nourriture saine empêchant la continuation de la contamination radioactive interne par ingestion alimentaire.

Lors de ce prochain mandat, les écologistes continueront à défaire les mythes qu'il existe autour de l'énergie nucléaire, tout en négociant la réalisation d'une transition énergétique européenne ambitieuse, basé sur le triptyque suivant : diminution de nos émissions, développement des énergies renouvelables et plus d'efficacité énergétique.

NPA (Nouveau parti Anticapitaliste)

1. Êtes-vous oui ou non pour l'arrêt immédiat du chantier EPR ?

Oui, au **Nouveau Parti Anticapitaliste**, nous sommes pour l'arrêt immédiat du chantier EPR. Nous sommes pour la sortie la plus rapide possible du nucléaire (maximum 10 ans) et en conséquence pour l'arrêt immédiat des constructions en cours.

2. Etes-vous oui ou non pour l'arrêt des réacteurs de plus de 30 ans ?

Oui, nous sommes pour l'arrêt immédiat des réacteurs de plus de 30 ans, en raison du danger important représenté par ces centrales arrivées en bout de course.

3. Etes-vous oui ou non pour une sortie du nucléaire ? Si oui, sous quel délai ?

Oui, nous sommes pour la sortie du nucléaire. Et cela en 10 ans maximum, scénario à l'appui, dans la perspective d'une transition énergétique plus globale.

Cela doit résulter de la conjonction de deux facteurs : d'un côté la baisse de la demande en électricité par une politique de sobriété (rénovation de l'habitat, refus du gaspillage...) et d'économies, et de l'autre côté un développement massif des énergies renouvelables. Pour y parvenir, les obstacles ne sont plus techniques, tant les innovations en matière d'énergies renouvelables et de stockage ont été importantes ces dernières années, bien mais politiques et financiers.

En France comme ailleurs, c'est la logique capitaliste qui est le principal obstacle à cette nécessaire révolution énergétique.

4. Etes-vous oui ou non pour l'abolition unilatérale des armes nucléaires sur le territoire européen ?

Oui, le NPA plaide pour un désarmement unilatéral de la France et donc également sur le territoire européen.

5. Quelles actions touchant au nucléaire envisagez-vous de mener au parlement européen (abolition d'Euratom, des armes nucléaires, solidarité internationale, contrôle de l'utilisation des fonds européens,...) ?

Nos élus, avec d'autres nous l'espérons, porterons au sein du parlement européen des actes en conformité avec notre programme.

Nous positionnons pour un arrêt du nucléaire dans toute l'Europe et l'abolition du traité EURATOM « à durée illimitée... ».

Nous soutiendrons ardemment tous les mouvements citoyens contre le nucléaire civil et militaire.

Front de Gauche (*)

1. Etes-vous oui ou non pour l'arrêt immédiat du chantier EPR ?

Le chantier de l'EPR est un vrai désastre : un budget colossal, de grandes inquiétudes sur la sécurité même du réacteur soulevé par L'Agence de Sûreté Nucléaire, des conditions de travail déplorables, concurrence entre salariés via des entreprises sous-traitantes... Il est plus que temps d'arrêter les frais.

Le budget est passé de 3 à plus de 8 milliards d'euros. Au final, qui va payer sinon les consommateurs via leur facture d'électricité ?

2. Etes-vous oui ou non pour l'arrêt des réacteurs de plus de 30 ans ?

Près de la moitié des réacteurs en France ont plus de 30 ans. On ne pourra pas tous les arrêter du jour au lendemain. Regardons les centrales les plus anciennes et en premier lieu celle de Fessenheim.

3. Etes-vous oui ou non pour une sortie du nucléaire ? Si oui, sous quel délai ?

Les événements de Tchernobyl et Fukushima doivent servir de leçon. Au-delà de la question des déchets, de leur transport et de leur stockage, c'est bien la technologie du nucléaire qui est dangereuse et provoque des catastrophes écologique et humaines. C'est une technologie du passé. Il est temps de mettre en place la transition énergétique. Plusieurs scénarios sont possibles mais si nous voulons sortir du nucléaire nous ne pouvons plus attendre : réalisons la planification énergétique, redonnons aux territoires leur indépendance énergétique avec un financement 100% public sous contrôle des citoyens. Il faut sortir de la sous-traitance, et de la privatisation, investir dans la recherche et développement, mettre en place des plans de formations, réorienter les emplois vers le secteur des énergies renouvelables, réduire notre consommation énergétique (par la réhabilitation des logements, la sobriété et efficacité énergétique,...)

Nous devons décider maintenant, par voie législative ou référendaire de la sortie du nucléaire et la planifier démocratiquement en concertation avec les travailleurs de la filière. Mais il faut engager en 5 ans des actions irréversibles conduisant à la mise à l'arrêt des centrales en 10 à 15 ans.

Mais la sortie du nucléaire ne doit pas conduire à l'augmentation des gaz à effet de serre, c'est donc un plan ambitieux que nous devons mettre en place, volontariste, nécessitant la décentralisation de la production d'énergie.

4. Etes-vous oui ou non pour l'abolition unilatérale des armes nucléaires sur le territoire européen ?

Sortir du nucléaire, c'est sortir du nucléaire civil et militaire. Le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires qui date de 1970 prévoit le désarmement. Ce serait un geste fort que la France annonce son désarmement nucléaire. Je le soutiens.

5. Quelles actions touchant au nucléaire envisagez-vous de mener au parlement européen (abolition d'Euratom, des armes nucléaires, solidarité internationale, contrôle de l'utilisation des fonds européens,...) ?

Je soutiendrai toutes les mobilisations citoyennes anti-nucléaires, où mes camarades et moi-même aurons le plaisir de vous retrouver, et, au Parlement européen, toute initiative pour la mise en marche de la transition énergétique (dont la suppression du traité Euratom).

N'hésitez pas à consulter mon site de campagne : <http://www.europeennes2014-ouest-fdg.fr/>

Bien amicalement
Myriam Martin

(*) Comme vous le savez, le Front de Gauche est un rassemblement d'organisations et citoyen-ne-s qui ont sur le nucléaire, des points de vue qui peuvent diverger. Mais tous nous sommes d'accord pour affirmer qu'il faut engager un débat démocratique citoyen sur la transition énergétique (en France et en Europe) d'autant plus dans un contexte d'austérité et de privatisation du bien commun. Les réponses qui précèdent sont celles de Myriam Martin, tête de la liste front de Gauche, pour la circonscription Grand Ouest et membre d'Ensemble. Elles n'engagent pas l'ensemble du Front de Gauche.

UPR

Vous nous interrogez sur la position concernant la «question du nucléaire» que défendront, s'ils sont élus, nos députés au parlement européen.

D'abord cette question nous surprend. En effet le parlement européen, simple chambre d'enregistrement des décisions de la commission de Bruxelles concernant les affaires de l'U.E. se prononce sur les questions dont il est saisi sans pouvoir de proposition propre. C'est en fait une simple chambre d'enregistrement des décisions prises par la Commission. En outre les questions tant énergétique que de défense font partie de celles, rares, qui relèvent encore (et pour combien de temps ?) du pouvoir de décision de chaque gouvernement. La décision allemande, suite à la catastrophe de Fukushima, d'arrêter progressivement son parc nucléaire et celle au contraire de la France de le renouveler, sans que ni la commission ni le parlement européens n'aient eu leur mot à dire, en est une démonstration. Mais de la décision politique à la réalisation par l'économie financiarisée, il y a la même distance qui sépare l'autorité de la première de la domination grandissante de la seconde sur celle-ci.

Votre affirmation selon laquelle « le Japon a arrêté son parc en 14 mois » est un très mauvais exemple, qui plus est trompeur car sur les 54 réacteurs en fonction avant la catastrophe, 52 ont été arrêtés provisoirement pour contrôles de sûreté et sont actuellement un à un redémarrés. Deux nouveaux réacteurs sont en construction au Japon. Seuls les 4 réacteurs de la centrale de Fukushima Daichi, hors service suite à l'accident, sont mis à l'arrêt définitif (si tant est qu'on puisse contrôler les cœurs en fusion) et devraient être démantelés.

Mais alors, direz-vous, pourquoi présentons nous des candidats à cette assemblée si nous disons par ailleurs qu'elle a si peu de pouvoir ? Si nous espérons y avoir des parlementaires c'est avant tout pour l'utiliser comme tribune, à commencer par cette campagne, pour faire valoir nos idées car nous sommes le seul mouvement politique présent à

cette élection à dire la vérité aux Français sur le rôle réel et la nature dictatoriale de la soit disant «construction européenne» à laquelle les peuples qui y adhèrent ont abandonné leur souveraineté. Nous sommes aussi les seuls à proposer la «trithérapie» (retrait de l'UE, de l'euro et de l'OTAN) permettant de sortir de ce piège mortel légalement et sans nous fâcher avec les 27 autres membres (dont certains attendent que nous montrions la voie pour nous suivre). C'est d'ailleurs pour cela que nous sommes boycottés par les médias de grande diffusion. Cette élection européenne n'est clairement pour nous qu'un marchepied pour accéder à la présidentielle de 2017 en rompant la barrière de l'omerta médiatique qui maintient les français sous anesthésie généralisée.

L'UPR est un rassemblement provisoire - dans le but de restaurer la démocratie en France - de tous les Français de quelque bord politique, origine, religion etc. qui mettent de côté leurs divergences sur des sujets sociétaux, dont «le nucléaire»¹, sur lesquels on s'évertue à diviser les Français pour mieux régner sur une société bloquée. Cette union provisoire sur un objectif clair et une charte², est semblable au Conseil National de la Résistance qui rassemblait des Français de tous milieux politiques et sociaux dans le seul but de libérer la France et d'établir un programme minimum (nommé «les jours heureux»). Nous nous définissons donc en tant que mouvement de libération nationale.

Notre programme de libération³ s'inspire donc logiquement et largement de celui du CNR de 1944 dont certains points sont repris tels quels, les situations d'alors et de maintenant étant sur ces points comparables. Ce qui donne la mesure de notre régression par rapport à la mise en œuvre du programme du CNR depuis notre enlèvement dans la prétendue «construction européenne» qui n'est en fait qu'une destruction étasunienne.

Je vous laisse constater que le point 19 de ce programme propose, en plus d'instaurer le référendum d'initiative populaire (point 2), d'organiser, de façon loyale pour que chaque opinion puisse être exposée et débattue, trois grands débats nationaux qui se concluront par trois référendums, le premier concernant la politique énergétique de la France et donc la question du «nucléaire civil ». Ceci recouvre vos trois premières questions précises quant au chantier de l'EPR, l'arrêt des réacteurs de plus de 30 ans et la sortie «du nucléaire» ou non et sous quel délai qui sont des questions trop graves et complexes pour faire l'objet de simples promesses électorales mais doivent être débattues et décidées démocratiquement par les citoyens.

Quant à votre quatrième question, qu'entendez-vous par «abolition unilatérale des armes nucléaires sur le territoire européen» ? le territoire de l'UE ou celui de l'Europe⁴ ? l'UE n'ayant pas d'armes nucléaires en tant que telle, ce sont la France, la Grande Bretagne et la Russie qui en ont. Une abolition unilatérale n'existerait que sur un territoire national (lequel ?) et non européen. Ou peut-être parlez-vous du «bouclier antimissiles» étasunien qui utilise le territoire des pays de l'Est qu'on a fait entrer dans l'UE pour encercler militairement la Russie ? Dans ce cas, oui, le volet militaire du point 17 de notre programme prévoit de retirer immédiatement la France de l'OTAN (donc unilatéralement et pas seulement de son «commandement militaire intégré») qui implique le désengagement de nos armées dans les guerres menées sous couvert de l'OTAN (Afghanistan, Libye, Syrie...). Mais aussi de «rappeler le caractère nécessaire et suffisant de la dissuasion nucléaire. Notamment face aux États Unis qui militent pour la limitation de l'arme nucléaire... chez les autres»⁵.

Concernant votre dernière question, le retrait de la France des traités européens par l'application de l'article 50 du TUE, implique de facto celui d'Euratom.

En conclusion : les citoyens français qui désirent sincèrement et réellement sortir du nucléaire voteront le 25 mai prochain pour une liste UPR afin de rétablir le plus rapidement possible la démocratie et leur permettre ainsi de faire valoir leurs arguments dans un grand débat national qui sera suivi d'une décision par référendum.

Veillez agréer, chers Concitoyens, nos salutations républicaines

1 Il y a dans nos rangs aussi bien des «anti» (dont personnellement je suis) que des «pro».

2 <http://www.upr.fr/charte-fondatrice>

3 <http://www.upr.fr/presidentielles-2012/le-programme-de-l-upr>

4 qui comprend donc la Russie que les dirigeants européens actuels diabolisent à l'envi, continuant de jouer avec le feu d'un troisième conflit mondial.

5 Peut-être votre revendication réitérée d'abolition unilatérale relève-t-elle de cette idéologie instillée par les États-unis pour perpétuer leur domination ? C'est en tout cas ce que j'ai personnellement découvert pendant mon passage de 4 ans au sein de l'Association des Citoyens Pour le Désarmement Nucléaire (ACDN).